

## POLLEC

**Compte rendu de l'atelier POLLEC II**  
**11/12/2013**  
**Version du 27/12/2013**

Une campagne coordonnée par l'APERe asbl, en collaboration avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie asbl, pour le compte de la Région Wallonne.

## Table des matières

<b>1. PARTICIPANTS.....</b>	<b>3</b>
<b>2. PROGRAMME .....</b>	<b>4</b>
<b>3. ORDRE DU JOUR ET POINTS CLÉS.....</b>	<b>4</b>
3.1. TOUR DE TABLE ET ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE.....	4
3.1.1. <i>Suivi Administratif.....</i>	4
3.1.2. <i>Constitution d'une équipe.....</i>	5
3.1.3. <i>Réalisation d'un inventaire .....</i>	5
3.1.4. <i>Définition d'un objectif de réduction des émissions de CO2 et suivi.....</i>	6
3.1.5. <i>Réalisation d'un plan d'action .....</i>	7
3.1.6. <i>Implication des citoyens et acteurs locaux .....</i>	7
3.1.7. <i>Priorisation des actions et financement .....</i>	7
3.2. LA CAMPAGNE ENGAGE.....	8
3.3. PRÉSENTATION DGO4 .....	8
3.4. PRÉSENTATION AWAC : OUTIL DE SUIVI.....	8



# 1. Participants

La grande majorité de communes POLLEC était présente au rendez-vous. Au total, plus de 20 personnes ont participé à l'atelier (voir ci-dessous), essentiellement les référant administratifs.

Séminaire POLLEC- 11 Décembre 2013

Civilite	Nom	Prenom	Courriel	Fonction	Institut	Signature
mr	Alfano	Andy	anergie@herve.be	conseiller énergie	Ville de Herve	
mme	Batungwanayo	Cécile	cecile.batungwanayo@spw.wallonie.be		AWAC	
mme	BOLLY	Brigitte	brigitte.bolly@ptb.be		Burdinne	
mr	charouk	jade	jcharouk@innergie.be		Innergie	
mr	Comblin	Daniel	daniel.comblin@gembloux.be	conseiller énergie	Administration communale de Gembloux	
mr	CONROTTE	Daniel	d.conrotte@province.luxembourg.be	Coordinateur CoM	Cellule DD - Province de Luxembourg	
mr	Dellicour	Jean Pol	energie@herve.be	Echevin de l'énergie	Ville de Herve	
mme	DELOOZ	Laurence	laurence.delooz@publink.be	Employée d'Administration	Administration communale de Donceel	
mr	HARTMAN	Stéphane	s.hartman@province.luxembourg.be	Directeur	Cellule Développement Durable de la Province de Luxembourg	
mr	Hubert	Damien	damien.hubert@ville.mons.be	éco-conseiller	Ville de Mons	
mr	Lecomte	Hadrien	lecomte@commune.sambreville.be	Conseiller Energie	Administration communale de Sambreville	
mme	Mathot	Anne	amathot@slouviere.be	conseillère énergie	Administration communale de LA Louvière	
mme	moreau	anne	anne.moreau@ans-commune.be	adi	commune d'ans	
mr	Murer	Sébastien	sebastien.murer@ville.mons.be	Conseiller en énergie	Ville de Mons	
mme	Rome	Bernadette	bernadette.rome@publink.be	Employée d'Administration en charge de l'Energie et de l'Environnement	Administration communale de Donceel	
mr	SCHLITZ	Marc	marc.schlitz@age.be	Expert en Environnement	Cellule Stratégique Ville de Liège	
mme	VIANE	Magali	magali.viane@skynet.be	Cheffe Projet PAED	Ville de Mouscron	
mr	Wagelmans	Arnaud	arnaud.wagelmans@visé.be	Responsable Energie	Ville de Visé	
mr	Woltèche	Stéphane	stephane.wolteche@viroinval.be	Conseiller énergie	AC VIROINVAL	
M	Placca	Roger	robert.placca@spw.wallonie.be	Conseiller	SPW - D604	
M	FRIPAT	Xavier	xavier.fripat@spw.wallonie.be	Conseiller Environnement	AWAC	
Jane	MASSON	Manuelle	manuelle.masson@wanze.be	Conseillère en énergie	WANZE	
The	KEVERS	Virginie	virginie.kevers@ans-commune.be	Urbanisme	Commune d'ANS	



## 2. Programme

Heure	Activité	Intervenant
9h30	Accueil-Café	
9h30-9h45	Introduction	APERE
9h45-10h45	Discussion libre autour des thèmes* du questionnaire de Novembre 2013	Toutes les communes présentes
10h45-11h	Pause	
11h-11h20	La campagne « ENGAGE » pour mobiliser les citoyens, commerçants et PME	Ville de Liège
11h20-11h30	Séance Q-R	
11h30-11h45	Comment financer le plan d'action ?	DGO4
11h45-12h	Séance Q-R	
12h-12h15	Suivi du plan d'action	AwAC
12h15-12h30	Séance Q-R	
12h30	Clôture	

## 3. Ordre du jour et points clés

### 3.1. Tour de table et échange d'expérience

---

Un tour de table sur les étapes clé de la convention des maires est animé par JC.

Ces étapes, reprises au sein du questionnaire préalablement envoyé et complété par les participants (14/17), servent de fil conducteur à l'échange d'expérience. En voici un résumé

#### 3.1.1. Suivi Administratif

##### Constat

- Tous les marchés sont lancés.
- Toutes les communes ont utilisées le cahier de charge fourni. Elles en sont satisfaites.
- Tous les marchés sont attribués ou en phase de l'être (pour 2 cas).
- Une
- Rapport Communes / bureau d'étude : le retour est généralement satisfaisant, avec toutefois une expérience négative pour un participant (Viroinval).



### **Eléments de convergence**

- Une liste des bureaux d'études mise à disposition des communes auraient été un plus
- Les délais sont très courts et mettent la pression sur la qualité du travail fourni

### **Eléments de dissonance**

- Les procédures administratives sont différentes et plus chronophages dans les grandes communes
- La qualité du travail fourni par les bureaux d'études.

## **3.1.2. Constitution d'une équipe**

### **Constat**

- La majorité des communes participantes ont désigné une personne responsable du suivi du projet.
- Si une équipe est constituée dans la plupart des cas, ce n'est pas encore le cas partout.
- Certains référents administratifs éprouvent des difficultés à impliquer leurs élus.
- En règle générale, le rôle du comité de pilotage et la fonction de 'coordinateur du plan d'action' ne sont pas formalisés.
- Bonne pratique Mouscron : Organisation de GT thématique (mobilité, environnement,..) en fonction des projets en cours dans la commune et association des acteurs concernés (équipes communales et acteurs extérieur)

### **Eléments de convergence**

- Le rôle et la fonction du comité de pilotage et du coordinateur gagnerait à être formalisés
- Les élus doivent faire partie du comité de pilotage
- Les élus gagneraient à être plus sensibilisés / engagés dans la démarche.
- Les ressources de la commune au sens large (crèches, écoles, sport, tourisme, cpas, parc naturel..) gagnerait à avoir un représentant dans le comité
- Disposer d'une liste des acteurs mobilisables sur le territoire serait un grand plus.

### **Eléments de dissonance**

- L'équipe et les besoins de coordination sont très différents en fonction de la taille des communes.

## **3.1.3. Réalisation d'un inventaire**

### **Constat**

- Utilisation du calculateur de Gaz à Effet de Serre communal: peu d'utilisateur, hormis la province du Luxembourg. Les consultants interrogés sur son-utilisation ont évoqué principalement les raisons suivantes :
  1. L'outil dans sa version Excel est non modulable (possibilité de rajouter des colonnes/lignes comme on veut, de traiter les données directement dans l'Excel, etc.) car il est volontairement figée
  2. Dommage de s'arrêter au bilan. Certains voudraient que l'outil aille un pas plus loin vers l'estimation du potentiel.
  3. Certaines communes demandent un bilan par bâtiment or l'outil Excel permet de réaliser un bilan par organisation.

L'outil Excel est en cours de mise en ligne et il est important pour l'AwAC d'avoir ce genre de retour afin de mettre à disposition des communes un outil approprié aux utilisateurs.



La remarque n°1 sera surmontée lorsque l'on passera de la version Excel vers la version en ligne. Dans la version en ligne, il est envisagé que la commune puisse encoder/choisir les actions de réduction chiffrées en tCO<sub>2</sub>eq et en € économisés et les suivre année après année (cela répondra à la préoccupation n°2).

- Utilisation des données issues des bilans énergétiques communaux : la commune de Gembloux et la province du Luxembourg émettent des réserves sur la qualité/précision des données fournies. Pour la Commune de Gembloux, les consommations énergétiques du secteur logement sont sous-évaluées au moins d'un facteur deux. Les données de transport mériteraient d'être plus désagrégées afin de soustraire les données de transport sur les grands axes sur lesquels la commune ne peut engager aucune action visant à réduire les émissions de GES. Pour les routes nationales, la province du Luxembourg prend une clé d'imputation de 20% des émissions de CO<sub>2</sub> sur les routes nationales (le reste n'est pas intégré dans le bilan). La DGO4 annonce qu'un marché visant à actualiser et affiner ces données est en cours. Les premières données issues de ce marché seront disponibles en janvier 2014.
- Récolte des données :
  - o les bureaux d'études fournissent des check listes à compléter. Cela va relativement vite, si la commune a déjà une comptabilité énergétique.
  - o Certaines communes ont donné beaucoup, mais ont l'impression que les informations n'ont pas bien été prises en compte
- Etude de potentiel ER et/ou EE : pas d'étude sur la ressource renouvelable en soi, mais plus une vision bottom-up sur base des projets réalisables.

### Eléments de convergence

- Un accès à un outil de comptabilité énergétique standardisé serait un plus pour l'ensemble des communes, certaines communes utilisent énergie+
- Une check liste type pourrait être un plus
- Un outil permettant d'évaluer le potentiel ER et EE serait aussi un plus.
- Les communes sont globalement satisfaites des données communales fournies mais souhaiterait affiner les hypothèses sous-tendant certains types de données

### Eléments de dissonance

- Le contexte local de la commune n'est pas assez pris en compte dans l'analyse de certains bureaux d'étude. Ce qui rend moins pertinent le diagnostic établi par ce dernier. Ce fut le cas de la commune de Viroinval pour qui l'étude réalisée était remplie de fautes et non adaptée à leur contexte.
- Les actions existantes ne sont pas bien intégrées dans l'analyse de départ.

## 3.1.4. Définition d'un objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et suivi

### Constat

- La possibilité de fixer plusieurs objectifs n'est pas très connue. En effet, chaque commune peut fixer des objectifs : à différentes échelles (territoire, patrimoine), à différentes échéances (2020 – 2020+), pour différentes cibles (commune, citoyens, entreprise)
- Les élus sont encore peu impliqués dans la définition de la vision
- L'objectif est rarement réparti sur les différents cibles (commune, citoyens, entreprise locale)
- Si l'objectif est obligatoirement fixé en CO<sub>2</sub>, les communes ne savent pas encore si celui-ci va être traduit de facto en MWh.
- La plupart des PAED produits jusqu'ici dans la campagne de POLLEC n'aborde pas la question de suivi-évaluation du PAED alors que celle-ci doit être impérativement traitée en même que la définition du PAED. Cela pose potentiellement un grand problème car il faudra rapporter à la Convention des Maires, rapporter aux élus qui ont pris la décision d'engager des moyens humains et financiers dans POLLEC, rapporter à la population dans le but de les mobiliser davantage, etc.



### **Eléments de convergence**

- Les communes ne sont pas outillées pour effectuer un suivi quantifié/qualitatif des objectifs du PAED.

La vision territoriale offre une possibilité d'actions collective (plusieurs communes s'engagent dans la convention des maires) soutenues par un coordinateur supra-local. Cependant, la coordination supra-locale (ex. inter-communale) peut ne pas fonctionner dans tous les cas, si le coordinateur n'est pas légitimement reconnu par les communes.

- 
- Des recommandations pour la définition de l'objectif serait un plus.

### **3.1.5. Réalisation d'un plan d'action**

#### **Constat**

- Peu de communes sont arrivées à ce stade-ci.
- À Mouscron, les citoyens n'ont pas été impliqués dans le choix des actions mais sont concernés par certaines actions.
- Dans certains cas (Viroinval), les actions proposées ressemblent à des copier/coller.

### **3.1.6. Implication des citoyens et acteurs locaux**

#### **Constat**

- En règle générale, les citoyens ne sont pas impliqués dans le choix des actions. En effet, les communes tentent de mobiliser leurs citoyens sur une série de projets en cours. Une trop grande sollicitation, a pour effet que les citoyens ne se mobilisent plus pour les projets. Ex : Mons : On ne sollicite plus l'avis citoyen sur chaque projet en cours (trop lourd, inefficace) mais la commune a créé un conseil du développement durable constitué par des organisations citoyennes représentant l'intérêt collectif.
- La plupart des communes n'en sont pas encore à ce stade-ci

#### **Elément de convergence**

- Les experts supralocaux (facilitateurs, asbl, fédérations, administration) gagneraient à être impliqués dans le choix des actions, à travers des forums locaux

### **3.1.7. Priorisation des actions et financement**

#### **Constat**

- Les communes n'en sont pas encore à ce stade-ci mais il leur a été rappelé en séance l'importance d'établir des priorités dans leurs actions et d'identifier dans le PAED des indicateurs qui permettront le suivi du PAED.
- Les communes ont besoin d'un soutien financier et de la mise à disposition de moyens humains pour la recherche de fonds existants (notamment au niveau européen).
- Les communes sont limitées dans leur possibilité d'investissement économiseur d'énergie par la nouvelle circulaire budgétaire limitant l'endettement.
- Liège souhaiterait pérenniser des mécanismes financiers actuellement soutenus par le Fédéral, tels que le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie :

#### **Elément de convergence**

- Toutes les communes s'accordent sur l'importance d'avoir plus de soutien financier et des ressources humaines






De manière générale, les communes POLLEC souhaiteraient avoir une méthodologie commune pour l'Inventaire de Référence des Emissions, l'évaluation du potentiel de réduction des émissions du PAED ainsi que le suivi du PAED. Liège, en tant que signataire de la Convention des Maires, a également manifesté son intérêt pour participer à des ateliers de suivi POLLEC,

## 3.2. La campagne Engage

---

Marc Schlitz présente la campagne Engage, réalisée dans le cadre d'un projet européen. L'outil est accessible gratuitement pour les 150 premières communes (la première année d'utilisation).

La Campagne Engage est un outil convivial de communication pour

-  Mobiliser les citoyens
-  Mobiliser les forces-vives
-  Mobiliser les autorités locales

La ville de Liège l'utilise pour mobiliser les citoyens lors des grands événements, les commerces via les agences de développement local. Un site internet a été spécialement conçu <http://www.liege-engage.be/>.

La campagne prévoit d'aller jusqu'au suivi de l'engagement pris par le citoyen ou l'entreprise.

A travers la séance Q/R, plusieurs communes témoignent de leur intérêt à cette campagne.

Plus d'info : <http://citiesengage.eu/>

## 3.3. Présentation DGO4

---

Sara Picirilli présente les outils de financement wallons et européens actuellement accessibles aux communes.

Plus d'info dans la présentation ci-jointe.

## 3.4. Présentation AWAC : outil de suivi

---

Cécile Batungwanayo souligne l'importance du suivi des PAED et suggère quelques pistes d'outils existants pour faciliter ce suivi..

Plus d'info dans la présentation ci jointe.

PV réalisé par Jade Charouk (Innergies/APERe), relu par Sara Piccirilli (DGO4) et Cecile Batungwanayo (AWAC)

